

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/L/221

2 juillet 1997

(97-2746)

Original: anglais

SAINT-SIEGE - DEMANDE DE STATUT D'OBSERVATEUR A LA CONFERENCE MINISTERIELLE ET AU CONSEIL GENERAL

La communication ci-après, datée du 19 juin 1997, par laquelle le Saint-Siège demande le statut d'observateur à la Conférence ministérielle et au Conseil général, est distribuée aux Membres.

A. Le Saint-Siège et l'Etat de la cité du Vatican

1. Conformément à l'esprit et à la lettre du droit international, le Saint-Siège est un sujet indépendant et souverain, qui a toujours été reconnu comme tel et qui tient de lui-même sa personnalité morale et sa capacité au plan international.
2. L'Etat de la cité du Vatican est placé sous la juridiction souveraine du Saint-Siège. Constitué en vertu du Traité du Latran (1929), l'Etat de la cité du Vatican a pour principale fonction de garantir et de symboliser l'indépendance et la souveraineté intrinsèques du Saint-Siège et de faciliter l'accomplissement de sa mission dans le monde entier.

B. Le Saint-Siège et la communauté internationale

3. Le Saint-Siège a établi des relations diplomatiques avec 165 Etats, y compris la quasi-totalité des 131 Membres à part entière de l'OMC et des 29 Membres observateurs. Il a le statut d'observateur permanent dans plusieurs institutions et organes du système des Nations Unies et dans certaines organisations régionales, et il est membre à part entière de l'AIEA, de l'OMPI, de la CNUCED et de l'OSCE. Afin de promouvoir la coopération et de maintenir des relations étroites avec les institutions susmentionnées, le Saint-Siège a des missions permanentes à New York, Genève, Vienne, Rome, Paris, Washington et Strasbourg, ainsi qu'une nonciature apostolique (ambassade) auprès des Communautés européennes à Bruxelles.
4. Le Saint-Siège est fermement convaincu que la vie internationale ne peut suivre son cours sans un objectif commun et des valeurs morales exprimées dans un système juridique international global. Il considère donc que l'action des organisations internationales, et sa présence parmi elles, sont des instruments efficaces pour favoriser la paix, la justice, le progrès économique et social et la solidarité entre les nations.

5. Le Saint-Siège a pris une part active au processus de codification du droit international, et a participé à des conférences spécifiquement consacrées à cette question ainsi qu'à de nombreuses réunions concernant l'établissement du droit international privé et commercial. Il contribue à l'élaboration d'instruments juridiques internationaux (traités et conventions multilatéraux, résolutions, recommandations, déclarations) sur des sujets se rapportant à la paix, aux droits de l'homme, à la coopération internationale, au droit humanitaire international, au développement, à l'environnement, etc.

C. Le Saint-Siège et l'OMC

6. Eu égard aux suggestions informelles de nombreux pays et au consensus qui paraît s'être dégagé à la réunion du Conseil d'avril 1997, le Saint-Siège tient à manifester son désir d'établir des relations officielles et permanentes avec l'OMC, en qualité d'observateur à la Conférence ministérielle et au Conseil général. Conscient de l'importance internationale de cette nouvelle organisation gouvernementale internationale, le Saint-Siège, compte tenu de sa nature, de ses caractéristiques et des moyens qui lui sont propres, souhaite pouvoir suivre le développement futur de l'OMC et coopérer à ses activités.

7. En particulier, le Saint-Siège considère qu'un système commercial international équitable est l'un des facteurs essentiels du développement et que les engagements généraux pris par les pays aux termes de l'Acte final de Marrakech pourraient favoriser une meilleure compréhension au plan international, qui serait propice au progrès économique de tous les pays, y compris les moins avancés.

8. Du point de vue du droit international, le Saint-Siège estime que la création de l'OMC constitue une innovation majeure destinée à mettre en oeuvre un système équitable et universel, fondé sur les principes du droit, et à empêcher les actions commerciales unilatérales déloyales. L'activité de l'OMC paraît propre à promouvoir un cadre juridique reposant sur le droit commercial international qui aura une influence décisive sur toute la gamme des relations entre les pays, et notamment sur le renforcement de la paix.

D. Le droit commercial dans l'Etat de la cité du Vatican (ECV)

9. Etant donné que le Saint-Siège ne demande pas à devenir Membre de l'OMC, toute mention de la situation de l'ECV en matière de commerce paraît inutile dans le contexte de sa présence en qualité d'observateur auprès de l'OMC. Toutes les relations juridiques, commerciales et techniques de l'ECV avec une entité internationale, quelle qu'elle soit, sont déterminées par son caractère spécifique de garant et de symbole de l'indépendance et de la souveraineté intrinsèques du Saint-Siège. L'ECV est un territoire douanier pleinement indépendant, distinct et différent de l'Italie, et n'est pas membre des Communautés européennes. D'une façon générale, le faible courant d'échanges de marchandises de l'ECV est constitué par les exportations du pays d'origine et les importations de l'ECV, ou par les exportations de l'ECV et les importations du pays de destination. Ces échanges sont soumis aux procédures douanières généralement admises. Cependant, comme ils sont négligeables, ils ne nécessitent aucune politique économique ou commerciale spéciale.

10. Afin de réaliser son objectif, qui est d'être pour le Saint-Siège un instrument qui l'aide à accomplir sa mission mondiale, l'ECV est membre à part entière de différentes organisations intergouvernementales telles que l'Union postale universelle (UPU), l'Union internationale des télécommunications (UIT), le Conseil international des céréales (CIC), l'Organisation internationale des télécommunications par satellites (INTELSAT), la Conférence européenne des administrations des postes et des télécommunications (CEPT) et l'Organisation européenne des télécommunications par satellites (EUTELSAT).